

## MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

### **Mission d'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage pour la rénovation énergétique d'un îlot de bâtiments**

Centre de Recherche des Antilles-Guyane

Domaine de Duclos - Prise d'eau

97170 PETIT-BOURG

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

*Passé selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande  
Publique*

# SOMMAIRE

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES .....	1
ARTICLE 1 - PARTIES CONTRACTANTES.....	5
ARTICLE 2 - OBJET, NATURE ET DUREE DU MARCHE.....	5
2.1- Objet du marché .....	5
2.2- Nature du marché .....	5
2.3 - Durée du marché .....	5
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	5
3.1- Mode de dévolution .....	5
3.2- Allotissement .....	5
3.3- Décomposition en phases et en tranches.....	5
3.4 - Variante.....	6
3.5 - Délai de validité des offres.....	6
ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	6
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	6
5.1 - Obligation de conseil .....	6
5.2 - Obligation d'information .....	6
5.3 - Obligations de confidentialité.....	6
5.4 - Mesures de sécurité .....	7
5.5 - Responsabilité du titulaire.....	7
ARTICLE 6 - PILOTAGE DU MARCHE.....	7
6.1- Représentation des parties .....	7
6.2- Sous-traitance .....	8
ARTICLE 7 - REMISE DES DOCUMENTS D'ETUDES .....	8
7.1- Présentation des documents.....	8
7.2 - Délais de remise des documents .....	8
7.3- Avis sur les documents provisoires.....	9
7.4- Vérification des prestations .....	9

ARTICLE 8 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DU MARCHÉ .....	9
8.1- Opérations de vérification .....	9
8.2- Décision après vérification .....	9
ARTICLE 9 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIF AUX RESULTATS.....	9
ARTICLE 10 - PÉNALITÉS .....	9
10.1- Pénalités de retard.....	10
10.1.1 Pénalités d'exécution .....	10
10.2- Pénalité pour non remplacement du responsable désigné à l'article 6.2 .....	10
10.3- Pénalités afférentes au travail dissimulé .....	10
10.4 - Plafond des pénalités .....	10
ARTICLE 11 - PRIX .....	10
11.1 - Mois d'établissement des prix du marché .....	11
11.2- Choix de l'index de référence.....	11
11.3- Modalités de révision des prix.....	11
11.4- Révision provisoire.....	11
ARTICLE 12 - FACTURATION .....	11
ARTICLE 13 - PAIEMENT .....	12
ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT .....	12
ARTICLE 15 - CLAUSE DE REEXAMEN .....	13
ARTICLE 16 - ASSURANCE .....	13
ARTICLE 17 - RÉILIATION DU MARCHÉ .....	13
ARTICLE 18 - LANGUE - MONNAIE .....	14
ARTICLE 19 - ACHEVEMENT DE LA PRESTATION.....	14
ARTICLE 20 - COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES .....	14
ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES .....	14
ARTICLE 22 - CHANGEMENTS AFFECTANT LA SOCIÉTÉ .....	14
ARTICLE 23 - DEROGATION AU CCAG.....	15
ANNEXE 1 .....	16
Protection des données personnelles (RGPD).....	16
Exigences règlementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants .....	16
Engagement du titulaire .....	17

Notification des violations de données par le Titulaire .....	18
---	----

## ARTICLE 1 - PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement, ci-après désignée le l'acheteur ou le pouvoir adjudicateur
- L'entreprise attributaire du marché, ci-après désignée le titulaire

## ARTICLE 2 - OBJET, NATURE ET DUREE DU MARCHÉ

### 2.1- Objet du marché

Le présent marché a pour objet une mission d'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage pour la rénovation énergétique d'un îlot de bâtiments.

L'ensemble des prestations que le titulaire devra assurer est décrit dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 2.2- Nature du marché

Le marché prendra la forme d'un marché forfaitaire.

### 2.3 - Durée du marché

La durée prévisionnelle est de 1 an à compter de la date de notification.

Le délai d'exécution des phases sont les suivants :

Phase 1 : 3 mois

Phase 2 : de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, jusqu'à la réception de ceux-ci.

Le planning prévisionnel de l'étude de programmation figure au CCTP.

## ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1- Mode de dévolution

La présente consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du CCP.

### 3.2- Allotissement

L'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, le présent marché n'est pas décomposé en lots au sens de l'article L2113-10 du CCP.

### 3.3- Décomposition en phases et en tranches

Il est décomposé en 2 phases détaillées dans le CCTP :

Phase 1	Prestation d'audit énergétique et bilan thermique	Définition d'un scénario de rénovation énergétique et dimensionnement des équipements à remplacer
Phase 2	Mission d'accompagnement à la mise en œuvre du projet	Assistance : à la rédaction des pièces écrites des marchés de travaux – à l'analyse des offres – au pilotage d'exécution des travaux – à la réception des travaux

Chacune des phases sera engagée par ordre de service dans les conditions de l'article III du CCTP.

### 3.4 - Variante

#### **Variante optionnelle demandée par le pouvoir adjudicateur**

Sans objet.

#### **Variante à l'initiative des candidats**

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

### 3.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des plis en page de garde du présent règlement.

## **ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante (la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des documents contractuels énumérés ci-après) :

- L'acte d'engagement (AE);
- Le présent cahier de clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié ;
- Le cahier de clauses techniques particulières (CCTP) ;
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) ;
- Le mémoire technique.

Toute clause, portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconque produits par le titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition. L'exemplaire du marché conservé dans les archives de l'administration fait seule foi.

## **ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### 5.1 - Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte de risques et menaces potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### 5.2 - Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations ou ses obligations de maîtrise d'ouvrage.

### 5.3 - Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts et frais du titulaire.

#### 5.4 - Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

#### 5.5 - Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

## **ARTICLE 6 - PILOTAGE DU MARCHE**

#### 6.1- Représentation des parties

La maîtrise d'ouvrage est le centre INRAE Antilles-Guyane représentée par le président de Centre M. Harry Archimède, ou son délégataire.

La maîtrise d'ouvrage a défini un comité de pilotage pour assurer la bonne compréhension des besoins auxquels doivent répondre le projet de rénovation énergétique et la conformité de leur expression à travers les livrables du titulaire.

Le comité de pilotage propose au représentant légal de la maîtrise d'ouvrage la validation des jalons de la présente mission.

Le représentant légal de la maîtrise d'ouvrage est la seule personne habilitée à valider les livrables et à ordonner les mises en paiement.

Au sein du comité de pilotage, un comité technique est défini comme étant l'interlocuteur opérationnel du titulaire. C'est le comité technique qui se charge de la mise en œuvre du projet.

Au sein du comité technique un responsable d'opération sera la personne ressource à privilégier pour toute interaction entre le titulaire et la maîtrise d'ouvrage. Il assurera le lien avec les autres membres du comité technique, ainsi qu'avec le comité de pilotage.

La composition du comité de pilotage et particulièrement du comité technique, ainsi que l'identité du responsable d'opération seront transmises au titulaire, en annexe de l'ordre de service de démarrage de sa prestation.

En cas d'insuffisance dans l'exécution de la prestation, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement du responsable désigné à l'acte d'engagement. Le titulaire a 15 jours pour présenter un remplaçant sous peine d'application d'une pénalité définie à l'article 10.2.

Celui-ci est considéré comme accepté si le maître d'ouvrage ne le récuse pas dans un délai de 15 jours.

En cas d'indisponibilité de cette personne pendant une période continue supérieure à 15 jours, la personne publique se réserve le droit :

- d'appliquer la pénalité définie à l'article 10.2,
- et/ou de résilier le marché sans indemnité,
- et/ou d'accepter son remplacement par une autre personne présentée par le titulaire ; dans ce cas, la personne publique dispose d'un délai de 15 jours pour accepter ou refuser le remplaçant présenté.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement du responsable technique désigné, en particulier en cas d'insuffisance dans l'exécution de la prestation. Le maître de l'ouvrage n'a pas à motiver sa décision.

Cet article déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Lorsque le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, celui-ci est représenté, vis-à-vis de l'Acheteur, par le membre du groupement désigné à l'acte d'engagement comme étant mandataire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

## 6.2- Sous-traitance

Le prestataire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son contrat, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 7 - REMISE DES DOCUMENTS D'ETUDES**

### 7.1- Présentation des documents

Les livrables seront remis au maître d'ouvrage en version informatique dans leur version native, pour validation (version PDF + version éditable Word, Excel, Autocad, etc.).

Les versions définitives de l'étude de faisabilité seront remises au maître d'ouvrage en version informatique éditable. Les documents graphiques seront à favoriser (schémas fonctionnels, symboles, pictogrammes, mots clés, informations pertinentes), notamment pour les documents de synthèses, pour faciliter l'interprétation et la compréhension de tous. En particulier, une synthèse de l'étude de faisabilité devra être faite au format diaporama pour la présentation au groupe projet.

Par dérogation à l'article 28.4.2, du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents constitutifs de chacun des éléments de mission lui seront présentés.

### 7.2 - Délais de remise des documents

Le titulaire s'engage à respecter les délais impartis pour la remise des documents indiqué dans l'OS pour chaque étape.



### 7.3- Avis sur les documents provisoires

Les navettes concernant la mise au point des « documents provisoires » doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément concerné.

Les délais nécessaires à la maîtrise d'ouvrage pour émettre avis et observations sur les « documents provisoires » sont arrêtés d'un commun accord, sur suggestion du titulaire.

### 7.4- Vérification des prestations

Les « documents définitifs » sont vérifiés dans les conditions de l'article 8 du présent CCAP.

## **ARTICLE 8 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DU MARCHÉ**

### 8.1- Opérations de vérification

Conformément aux articles 26 et 27 du CCAG-PI ; la maîtrise d'ouvrage dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications et notifier la décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Le titulaire est informé qu'en l'absence de validation du Pouvoir Adjudicateur sous 30 jours, ce silence ne vaut pas acceptation tacite du contenu des livrables.

### 8.2- Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, chacune des phases fera l'objet d'une décision approbation formalisée de la part du Maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 9 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE OU DES DROITS DE TOUTE AUTRE NATURE RELATIF AUX RESULTATS**

Les droits d'utilisation sur les résultats sont concédés au pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 35 du CCAG PI.

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Le pouvoir adjudicateur peut utiliser librement les résultats de l'étude. Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec son autorisation.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

## **ARTICLE 10 - PÉNALITÉS**

Les pénalités sont forfaitaires non révisables et cumulables. Les pénalités feront l'objet d'un titre de recette ou d'une retenue sur le montant des acomptes.

### 10.1- Pénalités de retard

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont demandées dans les délais, il doit en informer immédiatement l'administration et en tout état de cause avant l'expiration de ces délais.

Il doit soumettre en même temps à l'appréciation de celle-ci, les justifications présentant un caractère de force majeure ou autre qu'il pourrait éventuellement fournir.

INRAE se réserve le droit de ne pas appliquer les pénalités de retard en fonction des éléments fournis par le titulaire.

Si le titulaire néglige de s'y conformer il sera pénalisé, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 300,00 € pour les 10 premiers jours, puis 500,00 € au-delà.

#### 10.1.1 Pénalités d'exécution

Le non-respect des obligations du titulaire telles que précisées dans les pièces contractuelles peut donner lieu à l'application d'une pénalité de 100€ HT par faute sans qu'il ne soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure. Le titulaire disposera d'un délai de 10 jours pour remédier au défaut d'exécution le cas échéant. En cas de non-action de la part du titulaire dans les délais, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100€ HT par jour jusqu'à la date de constatation du respect de l'obligation concernée.

### 10.2- Pénalité pour non remplacement du responsable désigné à l'article 6.2

Le montant de la pénalité pour non remplacement du responsable désigné à l'article 6.2 dans un délai de 15 jours ou indisponibilité du responsable désigné au-delà de 15 jours, est de 300 euros par jour de retard calendaire à compter du 16ème jour.

### 10.3- Pénalités afférentes au travail dissimulé

Lorsqu'il ne respecte pas ses obligations déclaratives afférentes à la lutte contre le travail dissimulé telles que définies aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail, le titulaire encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du travail. Le pouvoir adjudicateur peut également, en lieu et place de cette pénalité, décider de résilier le marché pour faute sans indemnités.

### 10.4 - Plafond des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le plafond général des pénalités applicables au présent marché est égal à 20 % du montant global des prestations commandées par INRAE.

Les autres clauses de l'article 14 du CCAG PI s'appliquent.

## **ARTICLE 11 - PRIX**

Le prix du marché est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Le prix comprend l'ensemble des prestations indiquées au CCAP et au CCTP.

Le prestataire ne pourra en aucun cas faire valoir une connaissance insuffisante des sites ou des conditions de travail dans le but de réclamer une quelconque plus-value, indemnité ou révision des prix des prestations.

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées dans les articles qui suivent.

La révision s'applique à chaque acompte demandé dans les conditions de l'article 11.3.

#### 11.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur le mois de la remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro".

#### 11.2- Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux est l'index officiel ingénierie ING.

#### 11.3- Modalités de révision des prix

Elle se calcule moyennant l'application au montant de l'acompte d'un coefficient R qui résulte du calcul suivant :

$$R = 0,15 + 0,85 \frac{Im}{Im0}$$

Dans laquelle :

Im est l'index officiel ingénierie ING (publié par l'INSEE) connu lors de l'émission de la demande d'acompte.

Lorsque l'acompte demandé concerne une prestation dont la durée d'exécution s'étale sur plusieurs mois, la valeur de l'index à retenir est l'index connu lors de l'émission de la demande d'acompte.

Im0 est l'index officiel ingénierie ING au mois m0.

#### 11.4- Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant, de même pour la remise à jour.

## **ARTICLE 12 - FACTURATION**

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format pdf sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire : 18007003901688
- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande
- Les fournitures livrées ou prestations exécutées

- Le montant HT des fournitures ou prestations
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Présidente du Centre INRAE des ANTILLES-GUYANE.

La facture comportera, par ailleurs, les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

## ARTICLE 13 - PAIEMENT

Le titulaire remettra ses demandes d'acomptes via CHORUS PRO au fur et à mesure de la réalisation de chaque phase technique d'étude. Le titulaire pourra demander des acomptes pour chaque phase. Dans ce cas, il lui appartient de remettre tout justificatif prouvant la réalité de la créance.

Le paiement de chaque phase technique figurant dans la décomposition des prix de l'annexe financière sera conditionné à la validation de ladite phase.

Les demandes d'acompte ou de solde ainsi que leur mandatement se feront conformément aux dispositions de l'article 11 du CCAG-PI.

En cas de groupement, le mandataire a seul capacité pour présenter les demandes de paiement.

La liquidation du présent marché sera effectuée conformément aux règles de la comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement par mandatement administratif.

Le paiement intervient dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par INRAE, après vérification du service fait par le service acquéreur.

Les erreurs ou omissions dans la demande de règlement seront signalées au titulaire du marché, obligation sera faite à ce dernier d'établir une nouvelle demande ou une nouvelle facture, à compter de la réception desquels un nouveau délai de 30 jours pour effectuer le paiement sera ouvert dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

Le défaut de paiement dans les délais prévus donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de 30 (trente) jours visé ci-dessus (délai global de paiement) jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage.

## ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT

### 14.1 - Avance

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions des articles R2191-3 et R2191-5 du Code de la Commande Publique, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse du titulaire sur l'acte d'engagement. Le montant de l'avance est fixé de 5 % et 30 % du montant initial TTC du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant

des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq pour cent (65%). Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint quatre-vingt pour cent (80%).

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique le titulaire a droit à une avance de 30 % du montant du marché sous réserve qu'il transmette à INRAE une garantie à première demande correspondant à ces 30 % lors de la conclusion du marché.

#### 14.2 - Garantie à première demande

L'avance peut être portée à un maximum de 60 %, à la condition impérative que l'entreprise qui en bénéficie constitue une garantie à première demande garantissant la totalité du montant préfinancé (article R2191-8 et article R2391-5 du Code de la Commande Publique).

#### 14.3 - Cession et nantissement

Le marché pourra faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées à l'article R2191-59 du Code de la Commande Publique, auquel renvoie l'article R2391-28 du CCP.

### **ARTICLE 15 - CLAUSE DE REEXAMEN**

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, et dans le respect des conditions prévues aux articles L2194-1 et suivants et R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

### **ARTICLE 16 - ASSURANCE**

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, lors de la remise de son offre ou dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de INRAE, par la présentation des polices et quittances ou attestations correspondantes.

INRAE atteste qu'il garantit ses propres biens immeubles et meubles.

### **ARTICLE 17 - RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Tout manquement constaté dans ses obligations telles que décrites au présent marché sera notifié au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Si le prestataire ne les a pas remplies dans les quinze jours suivant la réception de la lettre, INRAE pourra résilier le présent marché de plein droit aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité.

Dans ce cas, le titulaire sera rémunéré des prestations terminées et admises au moment de la réception de la lettre et éventuellement des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

Les autres dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-PI sont applicables.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation objet du présent contrat dans les délais impartis, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché aux frais et risques du titulaire.

Dans ce cas, le surcoût supporté par l'acheteur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

## **ARTICLE 18 - LANGUE - MONNAIE**

Les correspondances et toute la documentation fournie au titre du marché sont rédigées en français. La monnaie de compte du marché est l'EURO.

## **ARTICLE 19 - ACHEVEMENT DE LA PRESTATION**

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du bon de commande à l'issue de chacune des phases techniques indiquées dans l'annexe financière.

## **ARTICLE 20 - COMMUNICATIONS ENTRE LES PARTIES**

Les parties au contrat peuvent communiquer entre elles par courrier simple ou par courrier électronique.

La LRAR ou la remise contre récépissé seront utilisées dans les cas suivants :

- Ordres de Service modifiant le contrat dans ses délais.
- Mises en demeure du maître de l'ouvrage au titulaire.
- Observations à un Ordre de Service
- Mémoires de réclamation.
- Décision de résiliation.
- Décision d'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par application de l'article 27 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 21 - DIFFÉRENDS ET LITIGES**

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le responsable et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le tribunal administratif de Rennes est seul compétent.

## **ARTICLE 22 - CHANGEMENTS AFFECTANT LA SOCIÉTÉ**

Le titulaire doit obligatoirement notifier à INRAE tout changement concernant l'identification du titulaire (ex : raison sociale ou dénomination sociale, siège social ...) ainsi que toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. INRAE se réserve le droit de résilier, dans un délai de 2 mois après cette notification, le présent marché sans être tenu au paiement d'une indemnité.

Cette clause étant une condition expresse, toute inobservation pourra entraîner la résiliation immédiate du marché sur simple notification par lettre recommandée sans autre formalité et indemnité.

## ARTICLE 23 - DEROGATION AU CCAG

Les dérogations aux CCAG PI, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-PI
6.2	3.4.3
4	4.1
10	14
10.4	14.1.2
8.2	28.2
7.1	28.4.2
8.1	28.5
8.2	29.2.1

# ANNEXE 1

## Protection des données personnelles (RGPD)

### Exigences réglementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

#### • Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

#### • Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

#### • Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

- Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,
- Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS : <http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>



## • Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE : <https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

## • Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees.>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée.
- **Le titulaire explique comment il met à disposition des agents INRAE l'information relative à l'utilisation des données personnelles dans le cadre de la prestation ainsi que son contenu qui doit être conforme à la réglementation relative aux données personnelles. Un modèle peut être fourni.**

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/infographie-fois-je-faire-une-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

## Engagement du titulaire

### • Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- **Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle comme recourir à un hébergeur agréé données de santé, chiffrement des ordinateurs, sécurisation des boîtes mails, pour assurer la sécurité et la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,**
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,

- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE **via un canal sécurisé** puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

#### • **Sécurisation des prestations et du Système d'Information**

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le **Plan d'Assurance Sécurité (PAS)** lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.

Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa **politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI)**.

- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
  - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
  - Les développements spécifiques,
  - L'hébergement des données et des services,
  - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
  - Le maintien en condition de sécurité,
  - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
  - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

### **Notification des violations de données par le Titulaire**

Pour rappel, une « violation de données à caractère personnel » est une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Le Titulaire notifie au responsable de traitement (INRAE) toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification ne pourra être valablement effectuée que dans la mesure où elle sera réalisée par courriel aux adresses suivantes : [cil-dpo@inrae.fr](mailto:cil-dpo@inrae.fr) et [rssi@inrae.fr](mailto:rssi@inrae.fr)

Cette notification doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Cette documentation comprendra les éléments suivants :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées ainsi que le volume de données compromises ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- Tous éléments nécessaires au responsable de traitement (ou personne désignée par celui-ci) pour évaluer les risques et impacts de cette violation des données et lui permettant de prendre toutes décisions et mesures utiles quant à sa gestion et suites à donner ;
- La description des mesures prises ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives ;
- Tous les éléments permettant de remplir une notification de violation de données personnelles à une autorité de contrôle (notamment la cnil).

Le Titulaire doit informer le Responsable de Traitement dans tous les cas où le Titulaire ou des personnes que celui-ci a employées contreviennent aux dispositions relatives à la protection des Données ou aux instructions du Responsable de Traitement.

**La notification des Violations des Données au Responsable de traitement par le Titulaire et leur gestion font partie intégrante des prestations issues de l'exécution du marché et ne donnera pas lieu à facturation complémentaire.**

Dans l'hypothèse où le Responsable de traitement et le Titulaire seraient tous deux soumis à une obligation de notification à une autorité de contrôle (notamment auprès de la CNIL concernant les violations de données personnelles), une coordination sera assurée entre les Parties par le Responsable de traitement quant à la cohérence du contenu et aux délais des différentes notifications.

Dans l'hypothèse où une information des personnes concernées s'avèrerait nécessaire, cette communication s'effectuera selon un calendrier et un contenu déterminé par le Responsable de traitement (et le cas échéant en concertation avec l'autorité de contrôle compétente).

En accord avec le Responsable de Traitement, le Titulaire doit prendre les mesures appropriées pour prévenir toute nouvelle violation des Données.